



Conseil économique et social

Distr. générale
18 mai 2011
Français
Original : anglais

Session de fond de 2011

Genève, 4-29 juillet 2011

Point 2 b) de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

Déclaration présentée par le Robert F. Kennedy Center for Justice and Human Rights, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration qui suit, qui est distribuée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/2011/100.



Déclaration*

Le Robert F. Kennedy Center for Justice and Human Rights (Centre Robert F. Kennedy pour la justice et les droits de l'homme), la Cornell International Human Rights Clinic (Clinique Cornell pour les droits fondamentaux internationalement reconnus) et l'Asociación para la Investigación y la Acción Social NOMADESC (Association pour les enquêtes et l'action sociale NOMADESC) ont toujours coopéré à des initiatives visant à faire respecter le droit des minorités à l'éducation dans les Amériques. Ces initiatives portaient sur quatre années, comprenaient des déplacements dans trois pays différents ainsi que des consultations avec des centaines de personnes et ont abouti à de nombreuses mesures. Certaines réalisations sont notamment la présentation d'un rapport à la Commission interaméricaine des droits de l'homme. Ce rapport comprenait des recommandations qui ont été présentées au Forum des Nations Unies sur les minorités et le droit à l'éducation. Par ailleurs les organisations susmentionnées ont présenté un dossier amicus curiae auprès de la Cour constitutionnelle de la Colombie qui a conclu que le Gouvernement colombien devait cesser immédiatement de percevoir des frais de scolarité dans l'enseignement primaire.

Plus récemment le Robert F. Kennedy Center for Justice and Human Rights et la Cornell International Human Rights Clinic ont envoyé une délégation à Cali, en Colombie, du 6 au 11 avril 2011, pour évaluer la situation de l'enseignement parmi la population autochtone nasa qui vit au Honduras et dans les réserves autochtones de Cerro Tijeras. La délégation s'est entretenue avec des dizaines de personnes, notamment des responsables dans le système d'enseignement, des élèves, des parents, des enseignants, des dirigeants autochtones, des organisations partenaires et des professeurs dans des universités privées et publiques. Bien que ce dossier soit essentiellement consacré à la Colombie, il est représentatif des problèmes auxquels sont confrontés de nombreux groupes minoritaires dans un grand nombre de pays des Amériques.

Conformément aux conclusions du Sommet du Millénaire en 2000, tous les enfants doivent avoir achevé leurs études primaires d'ici à 2015. Les traités ratifiés par la Colombie ainsi que la législation nationale reconnaissent l'obligation en vertu de laquelle l'enseignement primaire doit être gratuit et obligatoire. Sont énumérés ci-après certains des problèmes les plus graves auxquels la Colombie est confrontée pour parvenir à ces objectifs en ce qui concerne les communautés autochtones :

- L'éloignement des écoles primaires : les enfants doivent parfois marcher plus de deux heures dans chaque sens pour parvenir à une école primaire. En conséquence ils ne sont pas scolarisés ou manquent l'école, en particulier pendant la saison des pluies, et sont exposés à des problèmes de sécurité sur le long trajet jusqu'à l'école.
- Le coût de l'enseignement primaire : les frais de scolarité, les uniformes, les fournitures scolaires et les repas dans les écoles primaires peuvent absorber une partie importante du revenu d'une famille. En conséquence de nombreux enfants ne sont pas scolarisés ou abandonnent leurs études primaires, notamment les filles.

* La présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.

Les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, y compris la Colombie, doivent consacrer des ressources plus importantes pour veiller à ce que les groupes de population les plus vulnérables soient scolarisés et achèvent leurs études primaires sans aucune discrimination. Afin de parvenir à l'objectif de l'éducation consacré dans les objectifs du Millénaire pour le développement et d'harmoniser le système éducatif de la Colombie et d'autres pays se trouvant dans des situations similaires avec leurs obligations nationales et internationales, le Gouvernement doit :

- Rendre l'enseignement primaire gratuit : cesser de percevoir des frais de scolarité dans les écoles publiques ainsi que des frais annexes, ce qui, en Colombie, a fait l'objet d'une décision obligatoire de la Cour constitutionnelle.
- Fournir des moyens de transport et construire des routes : des ressources supplémentaires doivent être allouées pour construire davantage d'écoles et de routes afin de rendre les écoles plus accessibles et de fournir des moyens de transport publics ou subventionnés jusqu'aux écoles.

Les organisations susmentionnées recommandent que la déclaration ministérielle prenne en considération les difficultés particulières auxquelles sont confrontés les groupes de population minoritaires dans les Amériques, en particulier ceux des zones rurales, dans l'accès à un enseignement de qualité et respectueux de leur culture, y compris des cours de langue autochtone et l'ethno-éducation, et qu'elle propose des solutions concrètes, notamment celles qui ont été esquissées plus haut.
